

## Robin des bois légal

**Que valent les promesses d'un gouvernement en sursis, annoncées à quelques jours d'un scrutin législatif ?**

La porte-parole du gouvernement a promis un projet de loi dans « **les jours qui viennent** » sans plus de précision. Mais selon « **les indiscretions** », il semble que ce projet se contentera essentiellement de prolonger des mesures déjà existantes. Et encore une fois, revient l'idée d'un « **chèque alimentation** » déjà promis par le président de la République, ... en décembre 2020, et jamais appliquée.

Les propositions que portent les candidats de la NUPES sont quant à elles simples et précises, comme l'ont rappelé ses représentants lors d'une conférence de presse le 24 mai : augmentation du SMIC à 1 500 euros nets par mois et convocation d'une conférence salariale dans toutes les branches professionnelles.

L'écart de salaires ne pourra plus être supérieure à un rapport de 1 à 20 à l'intérieur d'une entreprise, comme le réclame la confédération européenne des syndicats et comme Anne Hidalgo s'y était engagé.

Pour l'égalité salariale, entre les femmes et les hommes, les sanctions contre les entreprises qui ne la respecte pas seront renforcées. Là encore, Anne Hidalgo en avait fait un point fort de son projet présidentiel.

La question centrale qui se pose, aujourd'hui, est : sur quoi fait-on peser l'inflation qui atteint déjà 5,2% ? Sur les salaires ? Ou sur les profits ? Pour la NUPES, la réponse va de soi. Les premières mesures, qui ne coûtent rien à l'État, viseront à bloquer les prix de produits de première nécessité et les loyers. La situation sociale justifie que le gouvernement puisse le faire par décrets très rapidement.



D'autres mesures seront prises pour revaloriser les salaires. L'augmentation du point d'indice de la fonction publique (environ 12 milliards) sera financée grâce au rétablissement de l'ISF. La revalorisation des « petites retraites » (25 milliards) sera financée par une taxation des dividendes.

Plus généralement, le programme partagé de gouvernement de la Nouvelle Union Populaire, Écologique et Sociale s'engage à partager les richesses et à réduire les inégalités, selon le principe : « **que les petits payent petit et que les gros payent gros** ». Cela passe par une réforme fiscale audacieuse qui rendra l'impôt sur le revenu ou la CSG vraiment progressifs, qui rétablira l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF) ou qui supprimera la flat tax et imposera les revenus du capital à minima comme ceux du travail. Car ce sont bien des mesures de justice sociale et fiscale qu'attendent les salarié.e.s. Pas des usines à gaz, limitées dans le temps, en fonction des échéances électorales. Pour prendre une image qui parlera à tout le monde : la NUPES va faire du Robin des bois légal : prendre aux plus riches pour donner aux pauvres.

Les Françaises et les Français ne sont pas dupes ! Le président des riches qui a amplifié les inégalités, pendant cinq ans, ne va pas se transformer spontanément en président des classes moyennes et populaires.

**CAP  
FINISTÈRE**  
26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER  
DÉPOSÉ LE 2/06/2022

SITE DE DEPOT  
**P1**  
LA POSTE  
DISPENSE DE TIMBRAGE

## Longue vie à Arte !

**M**ais qui a eu cette idée, un jour, de supprimer la redevance audiovisuelle ? Cette proposition est arrivée dans la campagne présidentielle sans que personne ne s'y attende.

En effet, à part la frange la plus populiste des chroniqueurs de CNews, personne ne remet en cause la nécessité de financer un pôle public de télévision et de radio.

Cette annonce démagogique intervient au moment où Arte célèbre son 30<sup>e</sup> anniversaire. En Allemagne, le gouvernement prévoit d'augmenter le montant de sa redevance, qui est déjà d'environ 200 euros (contre 138 en France), afin de mieux lutter contre la désinformation.

La redevance « coûte » un peu plus de 100 euros par ménage. Mais personne ne peut évaluer ce que coûterait, d'un point de vue culturel, artistique ou démocratique un paysage audiovisuel uniquement concentré entre les mains des seuls groupes privés.

# Hôpital de Carhaix : la vigilance est de mise

Près de 200 personnes se sont retrouvées, le 24 mai, au Karaez Park pour préparer la réactivation du comité de défense de l'hôpital de Carhaix. À l'invitation du maire de la commune, Christian Troadec, les différents comités de vigilance et organisations syndicales de l'hôpital se sont retrouvés pour faire le point sur la situation.



Mélania Thomin le 24 mai à Carhaix

Le souvenir de la mobilisation de 2008 était, bien sûr, dans tous les esprits. Mélania Thomin était, avec Philippe Plouzané, candidat de l'UDB, la seule candidate aux Législatives présente à cette réunion. La candidate de la NUPES n'a pas manqué de dénoncer la duplicité du candidat macroniste, président de l'Assemblée qui tient un discours dans le Poher, mais fait voter des lois contradictoires à Paris.

Et pourtant c'est bien à l'Assemblée nationale que se décide le sort des hôpitaux comme celui de Carhaix.

« Je suis venue pour écouter et apporter mon soutien au comité de vigilance », a indiqué Mélania Thomin.

« La question de l'accès aux soins sur le territoire est une question centrale qui doit être au cœur des débats de cette élection. » Pour la candidate, « il faut enfin sortir de la logique comptable et de la recherche de la rentabilité immédiate à l'hôpital. La tarification à l'acte s'inscrit totalement dans une logique marchande et va à contresens du service public. On atteint les limites et, on l'a bien vu avec la pandémie, il est temps de repenser le système de santé. »

« Il faut sortir l'hôpital de la logique comptable. »

Pour Mélania Thomin, il faut d'abord donner au personnel les moyens d'assurer ses missions de service public. Pour cela il faut dépasser les efforts consentis au cours du Ségur de la santé, largement insuffisants et revaloriser les statuts et les carrières du personnel (voir encadré). Il faut aussi rendre les métiers de soignants plus attractifs. Un profond changement de gouvernance devra être engagé. Et les dirigeants des hôpitaux devront opérer une vraie révolution culturelle : **« un lit occupé dans un hôpital, ce n'est ni un coût, ni une source de profit, mais c'est une personne qui souffre et dont on doit prendre soin »,** a rappelé Mélania Thomin. **« Depuis deux ans et demi, tout le monde se rend bien compte que le travail des soignants est essentiel. Il est donc temps d'en tirer les conséquences. »**

L'hôpital de Carhaix fait les frais de cette politique nationale, mais souffre

également d'une situation particulière : il est à la merci des décisions administratives prises au CHRU de Brest qui peuvent provoquer des fermetures de lits, voire de services. Cette incertitude produit un cercle vicieux : les professionnels ne s'engagent pas s'ils ne sont pas sûrs de la pérennité de la structure et le manque de personnel fragilise les services.

« Le territoire sur lequel nous vivons est grandement fragilisé et la menace est constante sur l'hôpital et sur toutes les spécialités dans nos communes rurales. La période n'est plus au rafistolage mais à des engagements fermes, gravés dans le granit. »



La vigilance s'organise à Carhaix

La détermination des personnels et de l'ensemble de la population du Poher reste intacte. Le fichier des soutiens a été réactivé à l'occasion de cette rencontre : le comité de vigilance dispose de dizaines d'adresses mail et de numéros de téléphone. Le préposé à la collecte des feuilles d'émargement, à l'issue de cette rencontre prévenait : **« Avec toutes ces coordonnées, s'il faut se mobiliser, nous pouvons rassembler des centaines de personnes en quelques heures. »**

## Ségur = imposture



Près de 1000 personnes sont descendues dans les rues de Brest à l'appel d'une intersyndicale (CGT, CFDT, Sud, UNSA, FO) pour défendre les salaires et les conditions de travail des personnels du secteur de la santé et du médico-social.

Les manifestants se sont rendus à la sous-préfecture où la CGT a déposé une motion. « Aujourd'hui, de nombreux services fonctionnent en mode dégradé, certains allant même jusqu'à fermer faute de personnel. Les conditions de travail ainsi que la qualité de l'accompagnement des personnes accueillies continuent de se dégrader, conduisant les professionnels à en perdre le sens de leur travail. »

Le Ségur n'a rien réglé, ni à l'hôpital, ni dans le secteur associatif. En effet, de nombreux salariés sont exclus des revalorisations salariales. « On en est là, aujourd'hui, parce que seule la logique économique et gestionnaire est prise en compte. L'humain doit être remis au cœur de nos projets d'établissement. »



# Agriculture : cinq ans de perdus

**En quoi les conditions de vie et de travail des agricultrices et des agriculteurs se sont-elles améliorées depuis cinq ans ? En rien. Les crises se sont accentuées et le désespoir a progressé. Mais les liens entre le pouvoir et la FNSEA n'ont jamais été aussi étroits.**



Il faut rééquilibrer le rapport de force

Qu'ont donc entrepris les ministres de l'Agriculture qui se sont succédés pour apporter des réponses à la crise agricole ? La seule chose que ces gouvernements ont su faire : de la répression en créant la cellule Démeter. Lancée en grandes pompes dans le canton de Saint-Renan, en présence du député Didier Le Gac, cette cellule devait répondre à ce que le gouvernement considérait comme la principale difficulté agricole : l'agribashing.

Le dossier de presse diffusé au moment du lancement de la cellule Démeter précisait que **«la nécessité d'appréhender la globalité du phénomène des atteintes au milieu agricole implique que le périmètre de compétence de la Cellule Démeter englobe la prévention et le suivi: des actes crapuleux, qu'il s'agisse d'une délinquance de proximité et d'opportunité (ex : vol isolé de gazoil ou d'outillage, etc.) ou d'une criminalité organisée voire internationale (ex : filière de vol de GPS agricole, etc.)»** mais aussi, et les mots sont inscrits noir sur blanc, **«des actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement du milieu agricole ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques.»**

Il suffisait donc de dire que le modèle productiviste avait des conséquences sur la qualité de l'air, des eaux ou des sols pour tomber sous le coup de cette cellule. Le tribunal administratif de Paris a

demandé au gouvernement, le 1<sup>er</sup> février 2022, de supprimer cette disposition.

C'est tellement plus simple d'expliquer que les agriculteurs sont victimes des bobos urbains et des militants « animalistes ». Ça évite de remettre en cause les règles du marché, où le modèle alimentaire qui permet à de nombreux intermédiaires de réaliser de gros profits et à la grande distribution, dans son ensemble, d'exercer une pression intolérable sur les producteurs.

**« Sans une intervention de la puissance publique, notre agriculture est condamnée. »**

**« Je suis assez pessimiste pour l'avenir de notre agriculture »,** concède Alain Le Quellec, agriculteur à la retraite, ancien conseiller régional. Le rapport de force est totalement en faveur de la grande distribution et les lois Égalim 1 et 2 n'ont servi à rien. Pire, Jean Castex avait même déclaré qu'il était prêt à en proposer une troisième. **« Nous devons**



La filière laitière bretonne est menacée

**faire preuve d'une très grande vigilance, en particulier pour la filière laitière bretonne. Si la baisse des surfaces en herbes n'est pas rapidement stoppée, c'est toute la filière qui sera menacée.»**

Les agriculteurs ont compris qu'ils n'ont rien à attendre des libéraux. Alain Le Quellec ne dit pas que les solutions sont évidentes mais, alors que la Droite refuse d'intervenir, la NUPES pose au moins les bonnes questions. **« Sans une intervention de la puissance publique, notre agriculture est condamnée. »** Dans ce domaine aussi, les cinq dernières années ont été des années perdues.

## La confédération paysanne soutient la NUPES



libérales qui font disparaître et s'appauvrir les paysan.ne.s depuis des décennies. Le triptyque « robotique-numérique-génétique », qui sera la boussole agricole du nouveau quinquennat d'Emmanuel Macron ne résoudra rien, bien au contraire. Il rendra les paysan.ne.s encore plus dépendant.e.s et captif.ve.s vis-à-vis de l'agro-industrie.

Au vu de la situation exceptionnelle - urgence agricole et alimentaire, climatique, démocratique et sociale - la Confédération paysanne apporte son soutien à la démarche de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES), la plus à même d'offrir des perspectives, de nouveaux droits sociaux et paysans et de mettre en œuvre la transition agroécologique.

Cette démarche d'union des forces progressistes, porteuse d'ambition sociale et écologique et le développement des

services publics ne doit pas s'arrêter à un accord électoral. Elle doit se traduire en propositions fortes pour que cette ambition ne s'arrête pas aux portes des villes.

Ce projet de développement de l'agriculture paysanne se doit d'installer massivement des paysan.ne.s, de leur garantir un revenu juste, au-dessus de leurs coûts de production, de revaloriser leurs retraites et de construire une démocratie alimentaire autour d'une sécurité sociale de l'alimentation. Telles sont les bases d'une réponse adéquate au mal-être paysan qui permettraient de bâtir la souveraineté alimentaire et mettre en œuvre la transition agroécologique.

Il ne s'agit pas d'un soutien aux partis qui composent cette union. L'indépendance de notre syndicat et sa stratégie demeurent intactes : la Confédération paysanne portera ses revendications auprès des futur.es député.e.s comme du prochain ministre de l'Agriculture pour imposer une alternative aux décisions actuelles. C'est de cette façon que nous comptons notamment gagner le maintien de l'élevage plein-air et imposer la fin des mégabassines.

**12 juin**  
Premier tour des  
Législatives.

**19 juin**  
Second tour des  
Législatives.

# La NUPES se dote d'un Parlement

**Tout changement social nécessite une adhésion et un soutien populaire. Forte de cette conviction, maintes fois vérifiée par l'Histoire, la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale s'est dotée le 30 mai d'un Parlement, présidé par l'ancienne porte-parole d'Attac, Aurélie Trouvé.**

**C**e Parlement de la NUPES est composé de 500 personnes : 250 représentants des partis formant la nouvelle Union, dont le Premier secrétaire fédéral du Finistère, Tristan Foveau, pour le Parti Socialiste et 250 représentants du monde syndical, associatif, culturel ou artistique. La secrétaire nationale du PS, Corinne Narrassiguin, exercera les fonctions de vice-présidente.

**«Ce Parlement mettra en évidence les soutiens et les idées de la NUPES, alimentera le programme, aidera les candidates et candidats aux Législatives et fera le lien avec les luttes sociales et écologiques»,** a résumé Tristan Foveau à l'issue de la conférence de presse de présentation.

La première des tâches des membres de ce Parlement consistera à soutenir les candidates et les candidats aux Législatives, soit directement sur le terrain, notamment en participant à des réunions publiques, soit au travers de tribunes ou de prises de positions. Car c'est bien sur le terrain de la production des idées que ce Parlement est le plus attendu.

Pendant trop longtemps, les universitaires et les artistes ont déserté le champs politique, au point qu'on a pu parler du **«silence des intellectuels»**. Leur engagement au sein de ce Parlement constitue donc une vraie rupture dans l'histoire de la Gauche.

Accepter de participer aux travaux de ce Parlement s'est quasiment imposé aux représentants qui ont expliqué leur démarche le 30 mai : **«ça fait tellement longtemps que j'espérais l'union de la Gauche que je me devais, une fois qu'elle est réalisée, de contribuer à son succès»**, ont-ils expliqué. Denis Quinqueton, co-directeur de l'observatoire *LGBT+* a regretté que la Gauche, ait passé trop de temps à s'invectiver plutôt qu'à se parler. Or, dialoguer est précisément la fonction d'un Parlement.

Les grandes avancées sociales et sociétales sont toujours le fruit d'une action commune des politiques et du mouvement social. Or, ce Parlement, en organisant le dialogue permet

d'offrir des débouchés politiques à des luttes. **« C'est comme ça que nous avons pu obtenir**



**le PACS, puis le mariage pour tous»,** a rappelé Denis Quinqueton. **«C'est aussi de cette manière que la charte des droits des paysans a été adoptée par l'ONU»,** a renchérit Geneviève Savigny, de la confédération paysanne.

**«Les champs politiques et syndicaux ne se mélangent pas»,** a rappelé Karl Ghazi, secrétaire de la *CGT commerces et services* de Paris. Pour autant il soutient la NUPES dont le programme reprend une partie de ses revendications. **«Nos succès sont liés»,** a-t-il rappelé, précisant que le militantisme syndical n'est pas du tout le même lorsqu'il intervient sous un gouvernement libéral et autoritaire, comme aujourd'hui, ou sous un gouvernement de Gauche.

La cinéaste et militante féministe Eva Darlan a sévèrement fustigé le bilan du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, au cours duquel 700 féminicides ont été commis. **«Et malgré nos interventions, nos demandes, nos sollicitations auprès des ministres concernés, rien n'a été fait. Les consultations citoyennes n'ont servi qu'à endormir les colères.»**

Les enjeux sont énormes a rappelé l'universitaire Laurence De Cock, spécialiste de l'éducation : l'école publique est sous respiration artificielle et sort laminée de cinq ans de blanquérisme. **«Comme pour l'hôpital, il faut tout réparer. Mais le cap est fixé. Il s'agira, pour l'école publique, de tendre la main vers les élèves qui en ont le plus besoin, ceux des classes moyennes et populaires. De tenir la promesse républicaine pour les plus pauvres.»**

Quel sera l'avenir de ce Parlement? Le résultat des Législatives le déterminera. Mais quel que soit le verdict des urnes, il pourra jouer un rôle déterminant dans l'histoire de la Gauche. Soit il devient un lieu de débat et de travail, entre militants politiques et intellectuels. Soit, aux côtés de la majorité parlementaire et du gouvernement de Gauche, il devient la structure qui permet au mouvement social, d'expliquer, d'accompagner voire d'amplifier les réformes inscrites dans le programme de la NUPES.

## Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1396 - Vendredi 3 juin 2022  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :  
Yves FORMENTIN-MORY  
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

### Abonnement numérique

..... @ .....

Tarifs pour l'année  
Adhérents : 25 euros  
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFPS

